

Les Etats-Unis au bord du gouffre budgétaire

L'économie va s'imposer comme l'enjeu principal du second mandat de monsieur Barack Obama. La collaboration politique pourrait permettre d'améliorer la situation économique. En clair, il faudra dans un premier temps tendre la main aux Républicains, majoritaires à la Chambre des représentants pour éviter le « fiscal cliff » généralisé aux différents Etats américains à partir du mois de janvier 2013. Le mur budgétaire (« fiscal cliff » en anglais) qui a été voté à l'été 2011, pour éviter une banqueroute de l'Etat fédéral a pour objectif la réduction du déficit de 1200 milliards de dollars sur 10 ans à partir de 2013. Ce mur fiscal prévoit une hausse des impôts de 20% pour tous soit 2000 dollars supplémentaires par an pour les ménages de classe moyenne. 90% des contribuables américains seraient touchés. Les foyers les plus riches verront leur revenu après impôt diminuer le plus. Ceci nous rapproche d'un vrai projet social-démocrate qui touche toutes les catégories de la population. Il s'agit alors d'améliorer la situation de tous selon leurs attentes, en variation, et en respectant les principes de l'égalité des chances, des libertés de base pour tous et l'attention, en variation, à la situation des plus démunis.

Pour l'heure, si démocrates et républicains ne parviennent pas à un accord, plusieurs centaines de milliards de dollars de coupes budgétaires automatiques interviendront dès le 1er janvier 2013 frappant tous les postes budgétaires dont la défense. Les dépenses de l'Etat fédéral pour 2013 seraient réduites de 109 milliards de dollars de coupes budgétaires automatiques. Cette baisse ajoutée à la hausse de l'impôt ramènerait le déficit budgétaire à 641 milliards de dollars. Soit 4% du PIB (contre 7,6% en 2012). En revanche coté taux de chômage on risque de s'attendre à une nouvelle hausse 9,1% en 2013, contre 7,8% en septembre, selon le bureau du budget du Congrès.

On craint l'avenir à Washington. Cette nouvelle pression fiscale, un peu comme en Europe d'ailleurs, risque de faire replonger une bien difficile reprise économique. Le FMI a déjà annoncé paradoxalement qu'avec ce type de mur budgétaire, les EU pourraient perdre 4 points de croissance et retomber en récession, ce qui pourrait entraîner le reste de l'économie mondiale et en particulier la zone euro.

Du côté de l'accord politique, Barack Obama reste optimiste pour pouvoir s'accorder avec les républicains qui contrôlent la chambre des représentants au sein du congrès, sur la question de la réduction du déficit public. Accord certes, mais il faudrait éviter le précipice budgétaire et de ce côté apparaissent alors les antagonismes. Il est clair que la catégorie de population cible de Barack Obama est les plus riches. Il pourrait même adresser son veto à tout accord si celui-ci ne prévoit pas une augmentation des impôts des plus riches. En même temps le projet est global et la contribution pèsera sur tous les ménages selon leurs attentes légitimes avec au cœur du projet social-démocrate la courbe de Laffer bien connue par catégorie de la population.